



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21671
29 août 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

**NOTE VERBALE DATEE DU 29 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU MAROC AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

Le Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies présente ses compliments à Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui transmettre, en réponse à sa note No SCPC/7/90(1) datée du 8 août 1990, le texte d'une note datée du 29 août 1990 sur les mesures prises par le Maroc en application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume du Maroc serait reconnaissant à Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de bien vouloir faire distribuer la présente note comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Note datée du 29 août 1990 sur les mesures prises par le Maroc en application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies

Suite à l'invasion du Koweït par les troupes iraqiennes, le Maroc, à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire présidé par S. M. le Roi Hassan II, a condamné cette occupation.

Opérée en violation des principes fondamentaux du droit international et de l'éthique qui régit les relations internationales, cette invasion va également à l'encontre de la Charte des Nations Unies et de celle de la Ligue arabe.

C'est pourquoi, et en dépit des graves difficultés économiques internes que cette situation ne manquera pas d'engendrer, le Maroc a décidé de prendre un certain nombre de mesures en application de la résolution 661 du Conseil de sécurité de l'ONU imposant des sanctions économiques contre l'Iraq.

Mesures au niveau du commerce extérieur

Bien que l'Iraq soit son premier partenaire commercial dans le monde arabe (le volume global des échanges était en 1989 de 3,6 milliards de dirhams, soit environ 30,6 millions de dollars), le Maroc a décidé :

1) L'interdiction de sortie de toute marchandise à destination de l'Iraq ou du Koweït. Il convient de signaler à ce sujet que 70 entreprises marocaines sont gravement touchées par la crise soit parce qu'elles sont spécialisées dans l'export sur l'Iraq (textiles, chaussures, conserves...) soit du fait du non-paiement de créances dues par l'Iraq (lesquelles devront être honorées par l'assurance à l'exportation).

2) La suspension, malgré les besoins du Maroc, des importations en provenance de l'Iraq et du Koweït.

Concernant son approvisionnement en pétrole brut dont les deux tiers proviennent de l'Iraq et du Koweït (57 % pour l'Iraq et 8,5 % pour le Koweït), le Maroc n'a pas réceptionné deux cargaisons de brut iraquien engagées bien avant l'imposition de l'embargo.

Dans le but de couvrir ses besoins pour le restant de l'année, le Maroc devra rechercher des sources alternatives d'approvisionnement. Il est à souligner à cet effet que le Maroc obtenait le pétrole iraquien à des prix préférentiels et payable en partie en compensation, ce qui bénéficiait tant à la balance des paiements qu'aux exportations.

Mesures d'ordre économique et financier

- Les opérateurs économiques marocains sont interdits de toute relation avec leurs homologues iraqiens et koweïtiens et ce, jusqu'à la levée des sanctions prises dans le cadre de la résolution 661 du Conseil de sécurité.

- Gel des avoirs irakiens et koweïtiens et blocage de tous les transferts financiers en faveur de l'Iraq.

A cet égard, il convient de noter la perturbation, du fait des événements, des relations entre le Maroc et les organismes financiers koweïtiens (tels que le Fonds koweïtien de développement économique arabe : FKDEA) et arabes ayant leur siège au Koweït (tel le Fonds arabe de développement économique et social : FADES). Ces divers organismes financent en effet tout ou partie de certains grands projets au Maroc (agriculture, équipement, infrastructure de base). Leur réalisation pourrait se trouver ainsi retardée ou compromise.

Mesures concernant le transport aérien et maritime

- Gel de toute transaction relative aux titres de transport délivrés par la compagnie aérienne irakienne, conformément à la décision de l'IATA.

- Interdiction à tout bateau battant pavillon marocain agissant pour le compte de l'Etat ou affrété par une compagnie privée marocaine ou même étrangère, d'acheminer des marchandises, de quelque nature qu'elles soient, à destination ou en provenance de l'Iraq et du Koweït.
